

Institut de Droit Breton - Ensavadur Gwir Breizh

RECHERCHES & FORMATIONS Droit breton & Droit international public

CONSTITUTIONS BRETONNES, DOCTRINE DU DROIT, DOCUMENTS
ANNEXES, TRAITÉS INTERNATIONAUX

Breizh déclaration d'indépendance :
colonialisme, apartheid et fracture sanitaire.



Date : 13 juillet 2021 Author: idbzh © 0 Commentaires

Les Bretons vont se préparer durement à affronter les velléités françaises, pour retrouver leur Indépendance. C'est le sens de l'histoire et la volonté plus grande de toute une Nation à bout de fatigue de mesures gouvernementales éloignées de leur réalité territoriale.

La France ayant annexé administrativement la Bretagne dès 1790, en dépit des Traités signés et du Droit international public, la couronne royale s'étant accaparée la couronne ducal en dépit des Droits de successions tant français que bretons ; notre pays vit sous le joug total de la République française depuis la Terreur alors même que la Bretagne est juridiquement indépendante en Droit international public. La France va massacrer 25% de la population bretonne, avec des atrocités incommensurables, suite à la Chouannerie : un véritable génocide.

Une véritable colonisation a donc eu lieu, culturelle, administrative, militaire, gouvernementale, parfois dans l'indifférence générale, parfois suscitant l'affirmation des Bretons de leurs Libertés actées par le Droit international public, dont la pleine indépendance. La propagande républicaine ayant fait oeuvre de couper aux Bretons un maximum de liens millénaires avec eux-mêmes et leurs cousins Britanniques, d'empêcher toute autodétermination.

La pandémie de covid19 a révélé l'importance sans commune mesure d'une administration coloniale régionale par l'autorité omnipotente des Préfets français parachutés en Bretagne, qui ferait passer l'administration jadis par l'Empire romain pour une période de forte autonomie – contre laquelle ils ont pris les armes.

Évidemment la fracture sanitaire touche les Bretons, comme tous les êtres humains sur cette planète ou presque ; la pandémie mondiale de covid19 inquiète, fait réagir, et renforce ou atténue des convictions personnelles préalables. Cependant, la Bretagne n'a pas encore atteint en 18 mois, par le nombre de décès attribués covid19, le niveau des décès dus à l'alcoolisme et les suicides sur son territoire en 12 mois. Nous savions d'ores et déjà que ces dernières problématiques, ce malgré l'apparente douce vitæ bretonne, avoisinaient les taux de décès des suicides et d'alcoolisme chronique qu'on retrouve dans les Réserves amérindiennes et Aborigènes, pour comparaison. Une majorité des Bretons considèrent que l'alcoolisme et les drames sociaux relevaient jusqu'ici d'un folklore entretenu pour permettre aux franciliens de se moquer joyeusement des braves Bretons fiers de tenir l'alcool et la solitude... Alors avec des résultats morbides inférieurs factuellement, que penser de l'étendue de l'épidémie de covid19, dont les chiffres officiels des décès sont largement en deçà des décès jugés «folkloriques» et donc peu importants pour la société bretonne qui semblait jusqu'ici ne pas tellement s'en préoccuper ?

Les Bretons ont donc naturellement pris positions dans le rouage de la pandémie, tantôt en refusant la vaccination pour soi-même, tantôt en l'acceptant à bras ouverts ; également les Bretons se sont opposés intérieurement entre être de l'avis et du soutien du Professeur Didier Raoult, et rejeter toute considération de ses publications. La fracture intellectuelle, normale dans toute société humaine, est belle et bien palpable.

L'allocution du lundi 12 juillet 2021 du Président de la République française, Emmanuel Macron, a établi une vaccination obligatoire déguisée en apartheid sanitaire qui ne veut pas dire non plus son nom : les restrictions aux non vaccinés dans les lieux publics seront actées dès le 1er août, jour de la fête nationale bretonne par la plus grande ironie.

Pour accéder à un hôpital, aux centres commerciaux, et lieux culturels, nous devrions présenter un pass sanitaire, comprenant soit le certificat d'une vaccination soit un test pcr négatif. Le test pcr se voudra payant dès octobre, pour «éviter de devenir un substitut à la vaccination».

Nos compatriotes, tout comme nos voisins français, vivent cette nouvelle comme une atteinte à leurs Libertés profondes, qui à défaut d'être drapées d'un statut d'indépendance bretonne étaient supposées garanties par la République française coloniale. Notons qu'il n'est pas encore question d'obliger la vaccination des Forces de l'ordre et Magistrats chargés de tous nous contrôler aptes à mener une vie normale par une vaccination forcée par un odieux chantage, et de nous sanctionner d'après les mots mêmes du Président français.

En soit l'équité et l'égalité des Droits s'en trouvent plus que fortement rompus. L'État français n'est plus un État de Droit en violant désormais jusqu'à ses fondamentaux juridiques ; nous pourrions même considérer qu'il s'agit désormais d'une organisation criminelle violente ou d'une organisation terroriste.

En outre la France était jusqu'ici active dans l'appropriation juridique d'éléments de Libertés, vendues aux Bretons comme universelles et absolues pour contrepartie de disparaître en tant que Nation et Peuple, notamment en matière de santé publique et de

libre arbitre des patients ; le Droit français incorpore donc plusieurs points de législation et de Doctrine :

1) SERMENT D'HIPPOCRATE (-460//377) : « je ne remettrai à personne du poison, si on m'en demande, ni ne prendrai l'initiative d'une telle suggestion. »

2) CODE DE DÉONTOLOGIE MÉDICALE Article R4127-36 du Code de santé publique: « le consentement de la personne examinée ou soignée doit être recherché dans tous les cas. Lorsque le malade, en état d'exprimer sa volonté, refuse les investigations ou le traitement proposé, le médecin doit respecter ce refus après avoir informé le malade de ses conséquences »

3) CODE DE NUREMBERG (1947) : « le consentement du sujet humain est absolument essentiel. Le pacte international relatif aux droits civils et politiques a repris cette interdiction contre toute expérimentation involontaire, dans son texte de 1966 qui stipule : nul ne peut être soumis sans son consentement à une expérience médicale ou scientifique »

4) DÉCLARATION DE GENÈVE POUR LES MÉDECINS (1948) : « je respecterai l'autonomie et la dignité de mon patient. Je n'utiliserai pas mes connaissances médicales pour enfreindre les droits humains et les libertés civiques, même sous la contrainte. Je garderai le respect absolu de la vie humaine, dès la conception. Je considérerai la santé de mon patient comme mon premier souci »

5) DÉCLARATION D'HELSINKI (1996) signée par 45 pays dont la France : Article 25 : « la participation de personnes capables de donner un consentement éclairé à une recherche médicale doit être un acte volontaire. Aucune personne capable de donner son consentement éclairé ne peut être impliquée dans une recherche sans avoir donné son consentement libre et éclairé »

6) CONVENTION D'OVIEDO (1997) signée par 29 pays dont la France) :

Article 5 : « une intervention dans le domaine de la santé ne peut être effectuée qu'après que la personne concernée y a donné son consentement libre et éclairé. Cette personne reçoit préalablement une information adéquate quant au but et à la nature de l'intervention ainsi que quant à ses conséquences et ses risques. La personne concernée peut, à tout moment, librement retirer son consentement »

7) LOI KOUCHNER (4 mars 2002) :

Article 111-4 : « toute personne prend avec le professionnel de santé et compte tenu des informations qu'il lui fournit, les décisions concernant sa santé. Le médecin doit respecter la volonté de la personne après l'avoir informée des conséquences de ses choix. Si la volonté de la personne de refuser ou d'interrompre un traitement met sa vie en danger, le médecin doit tout mettre en œuvre pour la convaincre d'accepter les soins indispensables. Aucun acte médical ni aucun traitement ne peut être pratiqué sans le consentement libre et éclairé de la personne et ce consentement peut être retiré à tout moment »

ARRÊT SALVETTI (2002) : Aucun traitement médical n'est obligatoire au sein de l'Union européenne : « En tant que traitement médical non volontaire, la vaccination obligatoire constitue une ingérence dans le droit au respect de la vie privée, garanti par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales » (arrêt Salvetti c/Italie-CEDH décision du 9 juillet 2002 ; n°42197/98)9)

CODE CIVIL FRANÇAIS:Article 16-1 : « chacun a le droit au respect de son corps. Le corps est inviolable »

10) RÉOLUTION 2361 du Conseil de l'Europe (28 janvier 2021) – Avis consultatif : l'Assemblée demande instamment aux États membres et à l'Union européenne :

Article 731 : « de s'assurer que les citoyennes et les citoyens sont informés que la vaccination n'est pas obligatoire et que personne ne subit de pressions politiques, sociales ou autres pour se faire vacciner, s'il ou elle ne souhaite pas le faire personnellement »

Article 732 : « de veiller à ce que personne ne soit victime de discrimination pour ne pas avoir été vacciné, en raison de risque potentiel pour la santé ou pour ne pas vouloir se faire vacciner »

11) PARLEMENT EUROPÉEN (26 Janvier 2021): L'Assemblée parlementaire européenne a voté 115 voix pour 2 contre 13 abstentions un texte de loi sur la COVID passé complètement inaperçu dans les médias français bien que cette loi s'applique à tous les états membres.

2 articles de cette loi :- RÉOLUTION 2361 adoptée le 28/01 par le Conseil de l'Europe stipule en articles 7.3.1 que la vaccination ne devra PAS être obligatoire et que personne ne devra subir de pressions politiques, sociales ou autres pour se faire vacciner, si il ou elle ne souhaite pas le faire personnellement.- l'article 7.3.2 stipule que personne ne devra être victime de discrimination pour ne pas avoir été vacciné en raison des risques potentiels pour la santé ou pour ne pas vouloir se faire vacciner.

Sources : Conseil de l'Europe

Nul doute que le Conseil Constitutionnel recevra ces « piqûres de rappel » par autant d'avocats que de Citoyens révoltés par les projets du Gouvernement français.

Mais si ce Conseil Constitutionnel collaborait avec l'infâme Dictature mise en perspective sous nos yeux et en toute quiétude ?

Préparons nous à l'indépendance, par Principe et Sécurité, pour retrouver nos Libertés par nous mêmes puisque le Président Macron nous a dorénavant envoyé un message fort et limpide : nous ne serons plus Libres à hauteur de ce que la France prétend nous offrir de meilleur que notre vie en toute Indépendance.

Tant les personnes vaccinées que non vaccinées, réagissent aujourd'hui contre ce chantage à la Liberté par une vaccination obligatoire de facto, appellent à la révolution, la révolte, la rupture du contrat social, selon leurs critères d'appréciation et leur vocabulaire. Le fil conducteur est le refus catégorique du chantage et d'une dictature opérative.

Nous refusons de renoncer à nos Droits, et désormais n'avons plus la garantie de l'application de nos Libertés fondamentales par l'État français. C'est une fracture, qui va bien au delà des avis de chacun sur la pertinence des procédés de soins ou de vaccination, et qui ne peut mener qu'à la mobilisation des Bretons pour retrouver leur Indépendance administrative, politique, judiciaire, militaire ; de devoir reconstituer une Nation libre et indépendante, conformément au Droit international public, gardant le statut de Neutralité Militaire et Diplomatique en Droit international (Première puissance neutre au monde depuis le Traité de Guérande de 1381), qui entend de bien considérer que l'État français viole notre territoire et nos espaces neutres.

Nous portons à votre connaissance notre objection de toute lutte armée, désirerons nous plutôt une lutte politique et juridique acharnée, avec le soutien de notre corporation économique, pour nous affranchir des griffes françaises ; cependant toute agression armée et répression physique à l'encontre des ressortissants bretons, commises partout dans le monde, et notamment sur le territoire neutre de Bretagne, justifieraient en Droit international public une condamnation ferme de l'État français et non des éventuels miliciens qui se mettraient en situation de défense armée du Duché de Bretagne suite aux agressions engagées par le voisin français.

La France doit cependant comprendre que nos populations locales n'écoutent pas toujours les juristes espérant de résoudre les situations de Guerre par l'accomplissement de textes et d'une Doctrine sage, mais que le Droit international protège ceux qui se défendent par les armes contre des agressions illégales, situation au bord de laquelle la France se retrouve politiquement et juridiquement aujourd'hui.

Nous encourageons vivement les Bretons à ne pas prendre leurs armes (43% des Bretons seraient légalement et illégalement armés), à ne pas commettre de crimes de guerre ni civils, à ne pas « exploser » et ce qui mènerait à une guerre civile ; donc nous revendiquons la position ferme et définitive de privilégier les victoires politiques, locales, régionales, nationale, juridiques, verbales, idéologiques et statutaires :

<http://www.parlementdebretagne.org> / <http://www.daelbreizh.bzh>



Publié par idbzh

Voir tous les articles par idbzh

© 2024 INSTITUT DE DROIT BRETON - ENSAVADUR GWIR BREIZH

PROPULSÉ PAR WORDPRESS.COM.